

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No.8 septembre 2006

AVANT PROPOS	- 1 -
POLITIQUE INTÉRIEURE	- 2 -
1. Purge à Shanghai : lutte anticorruption et jeu des factions	- 2 -
2. Les ONG étrangères en Chine : un impact positif, selon la revue du Parti	- 3 -
3. Hongkong: le gouvernement interviendrait trop dans l'économie- 4 -	
ÉCONOMIE	- 7 -
4. Pékin à sec sera-t-elle sauvée par le nouveau Grand Canal?- 7 -	
5. L'objectif de réduction de 20 % de l'intensité énergétique ne sera pas atteint	- 9 -
6. L'économie chinoise est trop vulnérable aux risques internationaux- 10 -	
POLITIQUE EXTÉRIEURE	- 14 -
7. La sécurité énergétique ressort surtout du bon fonctionnement du marché.....	- 14 -
8. Crise iranienne : logique de l'Iran, mais hésitation sur le risque de conflit armé	- 15 -
9. « Insolent » Pyongyang	- 18 -
PRESSE TAÏWANAISE	- 25 -
10. Shinzo Abe, un Premier ministre protaïwanais ?	- 25 -
11. Essai nucléaire nord-coréen : le point de vue d'un officiel du DPP	- 27 -

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** est dirigé par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org



AVANT PROPOS

Ce numéro illustre une fois de plus à quel point l'actualité de la Chine ne peut plus être réduite à un thème politique dominant. Certes, la vie politique intérieure a été marquée par une campagne contre la corruption qui a touché de nombreuses personnalités des milieux politique et économique, jusqu'à la tête de l'appareil shanghaien en particulier. Cette campagne a elle-même été vue comme le prélude au 6^e plénum du 16^e CC. Si la presse occidentale a rapidement affirmé que l'inculpation de nombreuses personnalités shanghaiennes faisait la preuve de la consolidation du pouvoir de Hu Jintao au détriment de la faction de Shanghai de Jiang Zemin, la presse hongkongaise offre une analyse différente de la situation, suggérant plutôt un compromis au sommet, une fois de plus.

Voici peu, un tel évènement aurait réduit au silence tous les débats. Or, notre sélection témoigne d'analyses les plus diverses sur des sujets qui mettent en cause la voie de développement économique et sociétal suivie par la Chine. Du cœur même de l'appareil – l'École centrale du PCC – émane une approche étonnamment positive du rôle des ONG étrangères en Chine. Une revue à grand tirage, en revanche, livre une analyse sévère de la vulnérabilité économique chinoise et de ses dépendances technologiques – on y est à des années-lumière des reportages étrangers sur l'économie chinoise partant à la conquête du monde, et un certain protectionnisme y pointe. Autre préoccupation, le passage d'une hypercroissance dévoreuse de ressources naturelles à un mode de croissance plus intensif et donc plus économe vis-à-vis de la nature. Mais ces priorités, celles de la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie, peinent à se matérialiser dans les faits. Des thèmes nouveaux, comme la sensibilisation de la population ou l'incitation économique, apparaissent.

Sur le plan international, la prolifération occupe l'ordre du jour : à la fois du fait de l'essai nucléaire nord-coréen, condamné unanimement à chaud par la presse officielle, et de par la question iranienne d'autre part. Le premier problème, analysé à Taipei comme à Pékin, traduit une certaine impuissance ou hésitation chinoise face à l'allié nord-coréen, et mène au pronostic d'une mutation stratégique en Asie du Nord-Est. Si la Chine s'inquiète devant la possibilité d'une course aux armements nucléaires dans la région, l'essai nord-coréen a toutefois permis au nouveau dirigeant japonais, Shinzo Abe, d'entamer sa visite officielle à Pékin sur une note d'entente. Et pourtant, à Taipei même, Abe est vu comme un soutien indéfectible de la cause taïwanaise.

Quant à l'Iran, pays où l'Occident estime généralement que la Chine détient des atouts et une influence considérables, les analyses rapportées ici ressemblent étrangement à celles qui ont cours à Pékin sur la Corée du Nord : rien ne prouve le développement d'un programme nucléaire militaire, le droit de l'Iran à l'énergie nucléaire civile est légitime, et les États-Unis détiennent un pouvoir de négociation qu'ils n'utilisent pas assez ; enfin, en qualifiant le président Ahmadinejad de « conservateur pragmatique », les analystes chinois trahissent leur perplexité. Sur ce terrain aussi, la Chine apparaît à travers ces points de vue comme plus observatrice qu'actrice.

François Godement et Michal Meidan

1. Purge à Shanghai : lutte anti-corruption et jeu des factions

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Liu Tong, « Hu Jintao remanie les troupes », *Kaifang*, n° 6, 2006
- « Chen Liangyu amené devant la justice, Han Zheng prend sa place », *Takungpao*, 29 septembre 2006
- Mark Lee, Patrick Cheung « Jiang ally held over role in fund scandal », *The Standard*, 26 septembre 2006
- Chen Fang, « La lutte contre la corruption à Shanghai passe par une nouvelle étape », 21 *Shiji Jingji Baodao* (21st Century Economic Herald), 21 octobre 2006

Le 24 septembre, le numéro un du Parti communiste chinois à Shanghai, Chen Liangyu, a été limogé à la suite d'un scandale lié au fonds de pension de la ville.

« Le cas du camarade Chen Liangyu est lié à la violation des règlements dans l'utilisation des fonds du département de la Sécurité sociale et du Travail de Shanghai, afin d'en faire bénéficier des chefs d'entreprises illégales et de protéger des gens autour de lui qui ont gravement enfreint la discipline et la loi », a déclaré l'agence de presse Xinhua.

Le scandale de corruption du fonds de pension de Shanghai avait déjà conduit au limogeage de deux autres responsables politiques de la ville, le responsable du fonds, Zhu Junyi, directeur du département, et Qin Yu, responsable d'un district de Shanghai et ancien secrétaire du maire de la ville, ainsi qu'à la démission de trois dirigeants d'une grande entreprise. L'enquête sur cette affaire a ensuite entraîné une nouvelle série de démissions avec l'annonce de l'implication possible de l'ancien chef du Bureau national des statistiques Qiu Xiaohua. Le patron de la Formule 1 en Chine, Yu Zhifei, directeur du circuit de Shanghai, hôte du Grand Prix de Chine le 1^{er} octobre, a également été interrogé sur l'existence d'opérations illégales autour du circuit. Enfin, Zhang Rongkun, 33 ans, président du fonds d'investissement privé Fuxi (classé 16^e fortune du pays par le magazine *Forbes*),

a également été interpellé au cours de cette enquête.

Ce fonds de pension, créé en 1998 et gérant plus de 10 milliards de yuans, aurait conduit à un détournement de fonds publics pour un montant de 3,2 milliards de yuans (400 millions de dollars). Trois hauts dirigeants de Shanghai Electric Group, le principal producteur de matériel électrique chinois, ont été mis en cause dans cette affaire.

À peine un mois avant la réunion du 6^e plénum du comité central du PCC (du 8 au 11 octobre), la vraie motivation de Hu Jintao fait l'objet de spéculations dans la presse hongkongaise et internationale. Fait-il ainsi la preuve de son engagement ferme au sujet de la lutte contre la corruption ? Tenterait-il de donner plus de cohérence à sa politique de « société harmonieuse » ? Ou bien cette opération vise-t-elle à affaiblir la faction de Shanghai de Jiang Zemin ?

Si le *Takungpao* adopte la première hypothèse, le *Standard* opte assez naturellement pour cette dernière interprétation. La presse internationale attribue également cette offensive politique aux remaniements qui seraient en cours au sommet du pouvoir. Seule l'agence de presse Reuters relate un déroulement un peu différent, selon lequel Zeng Qinghong (allié de Jiang Zemin) aurait coordonné l'affaire entre Hu et Jiang¹. Selon les sources citées par Reuters, Zeng aurait servi de médiateur pour Jiang, permettant à ce dernier de protéger quelques personnes clés et de participer à la décision des limogeages, intervenant ainsi indirectement dans la décision finale. Le poids de Zeng serait toléré par Hu, Zeng étant devenu un personnage politique incontournable, comme le démontre la décision de lui confier la préparation du 17^e CC de 2007 (recommandations de personnes à promouvoir et rôle dans la formulation des textes officiels). La revue hongkongaise indépendante *Kaifang* estime que « c'est seulement en s'alliant que Hu et Zeng peuvent émerger [tous les deux] en gagnants lors du 17^e CC, sinon, tous deux risquent de perdre ».

¹ Benjamin Kang Lim, « Hu puts rival in key China Congress role: sources », Reuters, 10 octobre 2006.

Dans la presse chinoise, ces questions ne sont toutefois pas évoquées de la même manière. Les détails de l'affaire Chen Liangyu sont rapportés mais ne sont expliqués que sous l'angle de l'engagement de l'équipe gouvernante à « nettoyer » les instances dirigeantes du Parti et du gouvernement. Le cas de Chen Liangyu n'a toutefois pas été évoqué lors du 6^e plénum, même si Hu y a fait référence implicitement en appelant le Parti à rester unifié².

Le 21 *Shiji Jingji Baodao*, journal indépendant du groupe du *Nanfang Ribao* (sud de la Chine), révèle également qu'un groupe dirigeant d'investigation, subordonné à la commission municipale pour l'Inspection de la discipline, a été mis en place pour poursuivre le travail à Shanghai. Sous la direction de Luo Shiqian (secrétaire adjoint du PCC de Shanghai) et sous la gestion directe de Teng Yilong, président de la haute cour municipale de Shanghai, ce groupe de travail serait composé de 30 à 40 fonctionnaires issus des instances politiques et juridiques de la ville. Ces derniers auraient été formés avant la fête nationale du 1^{er} octobre et auraient entamé leur travail dès la fin des festivités.

Le cas de Shanghai serait-il en effet un compromis entre factions pour faire avancer une ligne politique commune ?

2. Les ONG étrangères en Chine : un impact positif, selon la revue du Parti

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Zhao Liqing, « Évaluer les activités des ONG étrangères en Chine », *Xuexi Shibao* (Study Times), 22 août 2006

Dans la revue de l'école centrale du Parti communiste chinois, Zhao Liqing offre un point de vue rare sur l'état de la réflexion au sujet des organisations non-gouvernementales (ONG) étrangères en Chine.

Souvent perçues comme des vecteurs de changement politique (par exemple dans le cas des révolutions dans les répu-

bliques d'Asie centrale³), les ONG sont regardées avec méfiance par les dirigeants politiques du pays. Or, dans son article, Zhao estime qu'il faudrait effectuer une étude « compréhensive, objective et impartiale » de leurs activités dans le pays afin de pouvoir ensuite formuler une politique adéquate à ce sujet.

L'auteur admet qu'en Chine on tend trop facilement à « démoniser » (妖魔化, *yaomohua*) ou à « glorifier » (天使化, *tianshizhua*) ces acteurs : ou bien on considère qu'ils sont une force déstabilisatrice et menaçante, et donc on nie tout rôle positif qu'ils pourraient avoir, ou, alors, on estime qu'ils sont d'un altruisme absolu et opèrent avec le seul objectif de représenter les besoins de la société civile (民间社会, *minjian shehui*). Pour pouvoir formuler un avis plus nuancé, Zhao estime qu'il faudrait procéder à une évaluation des impacts positifs et négatifs des ONG, même si, admet l'auteur, il reste difficile d'évaluer l'étendue de leur travail par manque de chiffres et de données.

Estimant qu'il y a à présent environ 1 000 ONG bien établies et reconnues en Chine, ayant des programmes en cours et des partenaires chinois de longue date, Zhao avance, en terme de capital investi par ces organisations dans le pays, un chiffre compris entre 100 et 200 millions de dollars.

Sur cette base, Zhao dénombre les aspects positifs et négatifs de l'activité des ONG étrangères en Chine et de leurs résultats. Du côté positif, l'auteur met en avant les points suivants :

1. Entrée de capital en Chine : même si les investissements des ONG ne s'élèvent qu'à 100 millions de dollars, ceci n'est en aucun cas une somme négligeable, d'autant plus que ce capital est destiné aux populations les plus démunies et que, parfois, l'entrée de ces fonds arrive à déclencher plus facilement un complément de la part du gouvernement pour certains projets.
2. Introduction d'expériences : informations, personnel et modes de fonctionnement étrangers.

² Voir le texte du communiqué du 6^e plénum disponible sur http://news.xinhuanet.com/english/2006/10/11/content_5190592.htm.

³ Cf. Michal Meidan, « Les ONG américaines, vecteur de la démocratie politique en Asie centrale », *China Analysis* n° 2, novembre-décembre 2005, www.centreasia.org.

3. Contribution au développement social du pays : programmes de développement rural, réduction de la pauvreté, soutien médical et prévention du SIDA, protection de l'environnement, aide aux plus faibles (femmes et enfants), etc.
4. Construction de nouvelles institutions sociales et notamment dans les organisations qui travaillent à la base.
5. Aide à l'amélioration des processus de formulation des politiques publiques : les ONG ont accompagné la transformation d'un processus fermé, unilatéral et vertical vers un processus multilatéral, ouvert et bénéficiant de plus de coordination horizontale. Cette action a touché l'administration du Parti et du gouvernement, les institutions académiques et les instituts de recherche par le biais de financements de programmes de recherche, de séminaires et d'échanges.
6. Renforcement de l'État de droit par la contribution à l'éducation et par le travail de terrain des associations de soutien légal.

L'action des ONG est jugée par l'auteur comme un apport à la fois « bon, positif et actif » au développement social et économique du pays. Mais quelques problèmes existent, ou du moins, pourraient survenir à terme. En effet, les points négatifs que soulève l'auteur sont, selon ses propres mots, « rares » en réalité mais constituent « une éventualité qu'il ne faudrait nier ou ignorer ».

Les aspects négatifs (potentiels) se résument donc aux points suivants : d'abord, une menace pour la sécurité du pays, car il n'est pas impossible, même si cela n'a pas été le cas en Chine, que les ONG procèdent à des collectes d'informations ou se livrent à de l'espionnage ; deuxièmement, elles pourraient porter atteinte à la stabilité politique du pays, bien que la grande majorité des ONG actives dans le domaine politique se soient retirées du pays après 1989. Les ONG encore présentes en Chine « concentrent leur travail aux activités sociales, économiques et juridiques, et envisagent avec prudence le travail lié aux domaines politiques sensibles » ; troisièmement, les ONG encouragent la corruption. Sur ce plan, « elles ont une responsabilité indéniable (*nanciqijiu*) », car elles déboursent parfois trop rapidement

leurs fonds. Ayant une « connaissance limitée » de la société chinoise, elles entament des projets, selon l'auteur, sans avoir la capacité de veille et de gestion nécessaire pour vérifier que les fonds sont utilisés pour les fins auxquels ils sont destinés. Enfin, les ONG sont également critiquables pour leurs modes de travail importés de l'Occident qu'ils adaptent rarement et difficilement à la réalité chinoise. Au lieu d'encourager un mode de fonctionnement proprement chinois, ou du moins respecter les modes de fonctionnement de leurs partenaires chinois, les ONG « qui détiennent le capital » forcent leurs partenaires chinois à des modes d'action qui leurs sont inappropriés.

L'auteur évite de donner ses recommandations et se contente de mettre en avant la nécessité de procéder à une évaluation plus impartiale et complète des ONG avant de formuler une politique à ce sujet. S'il répète l'influence potentielle des activités sociales et juridiques sur le système politique, le bilan largement positif des ONG, publié dans une revue du Parti, laisse entendre que le débat à ce sujet ne vient que d'être lancé.

3. Hongkong : le gouvernement interviendrait trop dans l'économie

- Jonathan Cheng, « Beijing official on the attack », The Standard, 13 octobre 2006

A senior economist and bureaucrat in Beijing has penned a blistering condemnation of the Hong Kong government in a local Chinese-language newspaper, denouncing the administration for inserting itself into the free market and relying too heavily on the mainland for economic handouts since the 1997 Asian financial crisis.

"Relations between the Hong Kong government and central authorities are not based on market principles, but more upon the desire for greater interests and handouts," wrote Yi Xianrong, a director at the Institute of Finance and Banking of the high-level Chinese Academy of Social Sciences.

Yi, writing in Ming Pao Thursday, said Hong Kong's economic integration with the mainland was inevitable. But he called on Hong Kong to hold on to its laissez-faire principles in the process, arguing that those principles had served as a guiding

example for the mainland's own dramatic liberalization and development over the past three decades.

"The laws of market economics not only allowed Hong Kong's economy to reach spectacular heights, but was also the key to the success of China's reform and opening in the 1970s and 1980s," wrote Yi, the author of about a dozen books on Chinese economic markets.

Yi warned that "Hong Kong's policies and actions are gradually straying from the principles of a free economic market."

Those comments triggered an angry reply Thursday from Executive Councillor Ronald Arculli, who retorted that Hong Kong had never been in a position of "begging" the mainland for handouts.

On the contrary, argued Arculli, who is also the chairman of Hong Kong Exchanges and Clearing, local businessmen had invested heavily in the Pearl River Delta, while those on the mainland side had prospered as well from Beijing's loosening of restrictions on individual mainland travelers to Hong Kong.

Meanwhile, a veteran local delegate to the National People's Congress, Victor Sit Fung-shuen, said Thursday Yi did not understand Hong Kong's situation and what it really needed - more government intervention.

Sit said he was not surprised the editorial came from a mainland academic, since China has only recently begun to emerge from decades under a command economy - and was likely to overcompensate for its years of misguided policies.

"He's coming from a background of having a command economy, but what he's doing is trying to correct a mistaken right turn with a very sharp left turn," said Sit, who is also a professor of geography at Hong Kong University.

"You try to right your wrongs, but you end up doing it to the extreme."

Earlier this week, Sit penned a combative letter chastising American economist Milton Friedman for lecturing Hong Kong on its economic policy.

Sit says the proper way forward for Hong Kong is for the government to encourage the development of high-tech, financial

and scientific sectors through more activist policies.

He argues that the days of laissez-faire's usefulness are long gone. "Even though Mr Friedman has won a Nobel Prize in economics, he has never understood Hong Kong," Sit wrote in his letter Tuesday. Yi's editorial and the fiery responses it attracted were just the latest salvos in a month-long debate over how much Hong Kong's government should involve itself in the economy.

The topic has proven its stubborn resilience, despite yet another attempt on Thursday by the chief executive to try and lay the controversy to rest. During an economic summit last month, Donald Tsang Yam-kuen set off the controversy by remarking that Hong Kong had long abandoned the policy of "positive non-intervention," a catchphrase popularized in the 1970s to describe the government's hands-off role in the economy - except within clearly defined limits.

Since then, the debate has been sustained by high-profile editorials like the one last week by Friedman, who has long championed Hong Kong as a bastion of free trade ideals.

In his Wall Street Journal editorial, entitled "Hong Kong Wrong," Friedman, 94, lashed out at Tsang's government for straying from Hong Kong's laissez-faire principles.

On Thursday, at a question-and-answer session with legislators a day after his annual policy address, Tsang was challenged twice more about his stance on the government's role in the marketplace - both times by allies.

"In some dire circumstances, like the Asian financial crisis, the measures the government took were probably deeper than what we would consider now," Tsang said in reply to one question. "But in normal circumstances when there is no crisis, it's just not right. Before the government intervenes in the market, we need to hold open discussions about the pros and the cons, and we need to reach a consensus." In response to a later question, Tsang said "the government was not all-powerful." "The best wisdom we have in Hong Kong comes from the business sector," Tsang added.

Those remarks came the same day as an article by Democratic Party founder Martin Lee Chu-ming in a local Chinese-language magazine, slamming Tsang for arrogantly dismissing a key cornerstone of Hong Kong's economic success as outdated. "No man is better at judging obvious imbalances in the economy than the free market," Lee wrote in his article entitled "Donald Tsang vs Milton Friedman."

"Can it be that our chief executive thinks he is an exception, and that his government's intervention can really do a better job than the market at rectifying these imbalances? Disneyland and Cyberport are proof to the contrary." Lee concluded with sharp words for Tsang. "Obviously, Friedman was right, and the chief executive - sorry, but you're wrong," Lee wrote.

Local experts and academics, however, stuck firmly to their line throughout the controversy, calling the hubbub an argument over meaningless phrases. Timothy Wong Ka-ying, a professor of politics at the Chinese University of Hong Kong, said a sudden transition to big government was "unthinkable" - a non-issue.

"Any government will intervene in the market at different points in time, to a different degree," Wong said. Wong agreed with Ma Ngok, a political analyst at the Chinese University, who said Tsang's policy address on Wednesday showed no obvious signs of a shift towards more interventionist government.

4. Pékin à sec sera-t-elle sauvée par le nouveau Grand Canal ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :
- Meng Yiming, « S'inquiéter pour l'eau, supplier pour l'eau » et Ang Maojun, « À sec, Pékin espère l'eau du Sud », *Zhongguo Guoqing Guoli*, n° 160, mai 2005, pp. 1-6

Reflétant la volonté croissante du pouvoir central de mobiliser la population sur les questions écologiques, le très officiel *Zhongguo Guoqing Guoli* (émanation du Bureau national des statistiques) a consacré en mai un dossier aux problèmes d'eau de Pékin⁴.

Depuis 1999, Pékin a connu cinq années de sécheresse, les précipitations se limitant à 450 millimètres. L'eau utilisable varie de 1,8 milliard à 2,7 milliards de mètres cubes selon les années. En 2004, les précipitations étaient un peu plus importantes mais sont restées inférieures à la moyenne. Pékin à l'approche de l'été 2006 était déjà en situation de pénurie. Elle serait l'une des villes de la planète manquant le plus d'eau. Les experts estiment que le sous-sol de la ville est en situation de surexploitation et que l'évolution des ressources souterraines de la ville a la forme d'un entonnoir. Chaque année, la capitale ne serait capable de fournir que les 3/4 de la demande en eau.

Ces problèmes de pénurie viennent principalement d'un **manque d'éducation de la part de la population**, et de progrès dans ce domaine qui tardent trop à venir ou sont trop modestes. Le *Zhongguo Guoqing Guoli* affirme que la municipalité a commencé à s'inquiéter de ses ressources en eau dès la fin des années 1970. En 1986, les autorités ont commencé à prendre des mesures

d'économie d'eau. Depuis, 26 plans pour économiser l'eau ont été lancés, ciblant plus particulièrement les consommations agricole et quotidienne.

Or, après vingt ans de plans, des résultats ont commencé à apparaître. En 2000, 4 milliards de mètres cubes ont été consommés ; en 2004, ce chiffre avait été ramené à 3,4 milliards.

Mais ces résultats restent insuffisants. La population de la ville augmente (actuellement, Pékin compte 15 millions d'habitants) et l'évolution des pratiques amène les citoyens à augmenter leur consommation. En outre, les Jeux olympiques de 2008 devraient aussi constituer un nouveau pic de consommation d'eau. Le *Zhongguo Guoqing Guoli* s'attend à ce que celle-ci augmente bientôt de 1 milliard de mètres cubes par an.

Les principales sources de ce gaspillage citées dans les articles sont : l'utilisation abusive d'eau pour le lavage des automobiles, les robinets mal fermés et les dommages causés aux réservoirs d'eau situés en périphérie de la ville (malgré les interdictions, certains n'hésitent pas à aller se baigner ou à jeter leurs ordures dans ces réservoirs).

Le *Zhongguo Guoqing Guoli* affirme que ce qui se passe à Pékin n'est qu'une miniature de la situation de toute la Chine du Nord. L'exploitation des sources souterraines, l'utilisation irrationnelle de l'eau pour l'agriculture, la pollution des rivières Huai, Han (un affluent du Changjiang) et Dan, ainsi que du fleuve Jaune, et l'assèchement de ces cours d'eau expliquent que ces régions souffrent d'une pénurie d'eau. Pour résumer la situation, il est courant d'entendre dire que « **les fleuves sont tous secs, les eaux sont toutes polluées** » (有河皆干 有水皆污).

Cependant, les Pékinois et les Chinois du Nord s'attendent à une solution miracle : le **Grand Canal Nord-Sud** (*South-North Water Diversion Project* : SNWDP).

L'un des paradoxes chinois est en effet que, si le Nord du pays souffre de pénurie, l'eau est surabondante dans le Sud. Ce projet pharaonique de Grand Canal consisterait donc à apporter l'eau du Sud aux régions du Nord.

Ce canal a été l'objet de cinq décennies de recherches. Sa construction a été

⁴ Sur les questions de l'eau en Chine, on se reportera avec intérêt à Elizabeth Economy, *The River Runs Black. The Environmental Challenge to China's Future*, Cornell University Press, 2004, 352 p., et à Sébastien Colin « La gestion chinoise des problèmes liés aux ressources aquifères et hydrauliques », Observatoire géopolitique de la Chine, 2006, disponible sur <http://www.centreasia.org/fr/>.

lancée en décembre 2002, dans l'est du pays. En décembre 2003, un nouveau chantier a été inauguré, en Chine centrale cette fois. C'est ce tronçon, long de 1427 kilomètres, qui devrait alimenter Pékin. Il est prévu que le canal soit totalement opérationnel en 2010, avec une capacité de 13 milliards de mètres cubes d'eau, destinés à alimenter les grandes villes telles que Pékin, Tianjin, ainsi que les provinces du Hebei et du Henan.

Mais il serait faux de croire que ce canal va constituer une solution miracle. Les problèmes liés à sa mise en œuvre sont nombreux. Il va falloir, pour les ingénieurs et les officiels chargés du projet, traiter les questions de gestion de l'eau, de construction et de protection des installations, de déplacement des populations, de protection du patrimoine culturel et forestier, etc. De plus, il va falloir réussir à coordonner les différentes provinces concernées par le tracé du canal.

Mais les grands projets seront-ils suffisants pour régler ce problème de l'eau⁵ ?

Une meilleure solution ne serait-elle pas que les Chinois prennent conscience de la nécessité **d'économiser l'eau dans leurs pratiques quotidiennes** ? Les articles étudiés ici sont de cet avis.

Meng Yiming cite en exemple la France. À Paris, écrit-il, il a croisé des gens ne dépensant pas plus de deux euros pour nettoyer leur voiture... ce qui paraît inimaginable pour un Chinois. Il prône donc pour son pays des lois comme celles votées en France dans les années 1960 et qui ont fait de l'eau un bien national à ne pas gaspiller. Des campagnes de sensibilisation ont alors été lancées à la télévision, notamment destinées aux zones rurales. Désormais, le gaspillage d'eau est sanctionné par des amendes pouvant s'élever à 500 euros.

Changer les attitudes de chacun vis-à-vis de l'eau – ce que la France a réussi – est selon Meng Yiming le « travail de tout un peuple » (全民工程).

À l'heure actuelle, cette évolution semble être indispensable, et pas seulement à Pékin ou dans la Chine du Nord. D'après des statistiques officielles, les consommateurs urbains d'eau sont passés de

78,7 millions en 2000 à 327 millions en 2005. Le pouvoir central semble partager cette idée, des campagnes de mobilisation ayant été lancées dans ce sens.

Et Ang Maojun de préciser qu'il ne s'agit pas de se tromper sur les objectifs réels du Grand Canal : ce dernier doit apporter de l'eau, mais auparavant, les Chinois devront avoir appris à économiser cette denrée. Pour ce faire, de nouvelles mesures devraient être prises : nouveaux règlements sur les limites de l'utilisation de l'eau, méthodes pour économiser l'eau, nouveaux standards de tarification de l'eau, objectif de passer à 90 % des eaux polluées traitées et à un taux de réutilisation de l'eau usagée de plus de 60 %, économie de l'eau utilisée pour l'agriculture et de celle utilisée dans l'industrie... Il est aussi prévu de nettoyer les rivières Han et Dan. Mais cet apprentissage est loin d'être acquis, et il se pourrait que le canal, en créant l'illusion de nouvelles réserves d'eau accessibles à la Chine du Nord, soit contre-productif...

Désormais, les mots d'ordre sont « d'abord économiser l'eau, ensuite réglementer son utilisation ; d'abord nettoyer l'eau, ensuite la distribuer ; d'abord protéger l'eau, ensuite l'utiliser » (先节水后调水 ; 先治污后通水 ; 先环保后用水), en allusion au slogan de Deng Xiaoping qui affirmait que pour privilégier la croissance, il fallait « polluer d'abord et nettoyer après ».

En outre, les autorités prévoient faire appel de plus en plus à des investissements étrangers dans ce domaine, la compagnie Veolia étant par exemple déjà bien impliquée sur place (elle sert de fournisseur d'eau à 110 millions de personnes)⁶.

Reste que, malheureusement, la meilleure solution serait peut-être de revoir la tarification de l'eau, qui en Chine ne reflète pas la valeur de ce bien précieux. Revoir les prix de l'eau à la hausse a d'ailleurs permis de limiter le gaspillage en France. Mais cette mesure est politiquement difficile à prendre. Les prix de l'eau dans 36 grandes villes auraient augmenté de 10 % par an depuis trois ans mais

⁵ Sur cette question, cf. Sébastien Colin, *op. cit.*

⁶ Tous ces chiffres sont tirés du *New York Times* du 22 août 2006.

resteraient équivalent à un tiers de la moyenne mondiale⁷.

Toujours est-il que si les efforts entrepris ne sont pas poursuivis et approfondis, il y a fort à craindre pour l'avenir du pays⁸.

5. L'objectif de réduction de 20 % de l'intensité énergétique ne sera pas atteint

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- *Li Lunjie, « Réguler la consommation énergétique par l'arbitrage de la production », 21 Shiji Jingji Baodao, 3 août 2006*
- *Ding Jun, Wang Shiling, « Réduire l'intensité énergétique de 20 % : les objectifs ne seront pas atteints », 21 Shiji Jingji Baodao, 14 septembre 2006*
- *Liu Jun, « La Chine fait face à quatre défis énergétiques », Zhongguo Guoqing Guoli, n° 164, septembre 2006, pp. 4-6*

L'objectif de réduire l'intensité énergétique du pays de 20 %, mis en avant dans le cadre du 11^e plan quinquennal il y a à peine un an, ne sera pas atteint.

Le 21 *Shiji Jingji Baodao* a publié plusieurs articles cet été citant des officiels de l'Académie chinoise des sciences sociales et des chercheurs du Centre de recherche sur l'énergie subordonné à la NDRC qui estiment peu probable que cet objectif soit atteint.

Ils estiment que même si le secteur tertiaire atteint une part du PIB comparable à sa part en 2000, l'intensité énergétique du pays ne pourra être réduite que de 13 % environ, soit 10 % par les efforts de conservation d'énergie et entre 3 et 4 % dus à l'intégration de nouvelles technologies. Or, la structure économique (et notamment la part du secteur tertiaire par rapport à la part de l'industrie dans le PIB) n'évolue pas aussi rapidement que prévu. Les objectifs du 11^e plan

quinquennal se basaient en effet sur une croissance économique à conditions optimales (sans que celles-ci soient détaillées), mais prenant toutefois en compte une réduction de la part de l'industrie dans le PIB en faveur des services. De plus, la croissance économique ne ralentit pas et les objectifs de 20 % auraient été calculés sur la base d'une croissance économique de 8,5 % par an. L'objectif pourrait être réalisable avec une croissance de 9 % mais est impossible si la croissance du PIB se maintient à plus de 10 % par an.

Or, ces dernières années, le pays continue à connaître une croissance effrénée et a vu une hausse des investissements dans les biens immobiliers (une croissance de 31 %), notamment dans le centre et le nord du pays. Les secteurs énergivores, étant souvent plus lucratifs, attirent une part importante des investissements, mais sans incitation à consommer ou arbitrage entre les produits, la production ne fait que s'accumuler. Cette tendance est exacerbée par les gouvernements locaux qui accordent des licences pour des projets fort consommateurs d'énergie, en violation des règlements.

Le gouvernement central manque de mécanismes qui lui permettraient d'appliquer ces règlements, soulignent les auteurs du 21 *Shiji Jingji Baodao*, et les gouvernements locaux continuent à encourager une croissance extensive, motivée par leurs objectifs à court terme. L'insuffisance du système des statistiques et l'introduction de mesures administratives supplémentaires ne fait que renforcer les lacunes de ce système.

L'analyse faite par le Bureau des statistiques de l'État met en avant les mêmes « défis » (structures de consommation et de production inefficaces et polluantes), mais il passe sous silence le rôle des gouvernements locaux. Le décalage entre les analyses est patent sur ces points : le Bureau des statistiques estime que la Chine est dans une étape inévitable de sa croissance, une étape durant laquelle on ne peut refuser à la population l'achat de voitures ou la construction de nouvelles maisons pour accueillir les paysans venus en ville. Les autres analyses reconnaissent toutefois que d'autres choix existent : on peut

⁷ *The Economist*, 28 octobre 2006, p. 68.

⁸ Le père Benoît Vermander se fait l'écho de ces craintes dans « La Chine face à la crise écologique », dans *Études*, tome 404, mars 2006. Selon lui, le défi écologique pourrait bien être le seul que la Chine ne pourra pas relever...

promouvoir l'achat de petites voitures, la fabrication de voitures hybrides, ou encore développer les transports en commun. (De plus, la grande majorité des maisons construites sont des résidences que les paysans venus en ville peuvent difficilement se permettre de payer.)

La solution proposée par le Bureau des statistiques est de réduire l'intensité « car il y a une marge ». Celle-ci n'est pas détaillée, alors que Li, Ding et Wang citent des experts selon lesquels l'industrie chinoise n'a pas énormément de marge par rapport à la moyenne internationale. Ils citent pour exemple les cinq grandes entreprises génératrices d'énergie thermique (sans pour autant expliquer les modes d'évaluation ou donner plus d'indications), mais l'examen secteur par secteur montre que les gains possibles d'efficacité peuvent aller de 5 % à 8 %, loin des 20 % souhaités.

Il y aurait donc une limite aux gains d'efficacité qui peuvent être acquis, même par l'introduction de nouvelles technologies, et une réévaluation des stratégies serait donc en cours.

Que préconisent les experts ? Certains estiment qu'il faut une restructuration des industries, surtout des industries manufacturières. Il faudrait renforcer la composante des hautes technologies et encourager des produits à haute valeur ajoutée et à faible consommation énergétique car, soulignent-ils, les 40 industries qui consomment 70 % de l'énergie industrielle ne représentent que 20 % de la valeur ajoutée industrielle. Il y a là une vraie marge.

D'autres croient que la solution est à trouver dans les marchés : ceux-ci devraient endosser le rôle d'arbitre entre la production et la consommation et limiter les productions inefficaces. Ce faisant, le gouvernement pourrait veiller à l'introduction de mesures efficaces pour la promotion de la conservation énergétique et la protection de l'environnement, et disposer des outils pour les appliquer.

L'intervention étatique dans la formulation des prix est un des défis mis en avant également par le Bureau des statistiques, auxquels s'ajoutent l'insuffisance des marchés financiers. Le partage des ressources entre les gouvernements

locaux et le gouvernement central fait que les caisses centrales sont vidées, alors que les fonds locaux sont utilisés pour des projets lucratifs, sans souci d'un développement durable sur le long terme.

Les financements privés dans le secteur énergétique, quant à eux, sont comme « un loup enfermé ». Il est temps de les libérer à présent, sous l'égide du gouvernement, qui devrait toutefois les orienter.

Ce dernier pourrait par exemple encourager les investissements dans les transports publics (et notamment les systèmes de métro), mais, sur ce point, le poids de l'industrie automobile reste un obstacle.

L'analyse des problèmes et des défis fait l'unanimité. C'est sur les solutions que les analystes semblent incapables de se mettre d'accord.

6. L'économie chinoise est trop vulnérable aux risques internationaux

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

Forum sur la sécurité industrielle chinoise, repris dans Zhongguo Guoqing Guoli, n° 161, août 2006, pp. 5-15, avec :

- Wang Yang : « Assurer la sécurité industrielle grâce à un comportement scientifique »
- Cheng Siwei : « La question de la sécurité industrielle nationale dans un contexte de mondialisation »
- Zheng Xinli : « Prêter la plus grande attention à la sécurité industrielle. Réflexions sur les observations, les prévisions et les politiques »
- Ji Baocheng : « Point de vue sur un certain nombre de problèmes de sécurité industrielle »
- Lü Zheng : « Innovation et sécurité industrielle »

La couverture du *Zhongguo Guoqing Guoli* du mois d'août est éloquent : pour illustrer leur dossier sur la sécurité industrielle, les éditeurs y ont mis une photo de la Muraille de Chine. À lire certains articles des intervenants de haut rang de ce dossier⁹, force est de constater

⁹ Cheng Siwei est vice-président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale ;

que cette couverture est pertinente : au-delà de la fragilité financière du pays ou de son retard technologique, c'est souvent la **présence trop envahissante des étrangers dans l'économie chinoise qui est souvent considérée comme la principale menace.**

Pourquoi s'intéresser ainsi à la sécurité industrielle ? La plupart des articles apportent la même réponse : à cause de la mondialisation. La Chine est de plus en plus liée aux marchés internationaux, de plus en plus ouverte aux étrangers. Elle est donc beaucoup plus sensible aux soubresauts de l'économie mondiale¹⁰. Ji Baocheng se plaint du fait que la croissance dépend à l'heure actuelle à 60 % du commerce et, parmi ces 60 %, à 40 % des ressources naturelles et à seulement 4 % des technologies. D'autre part, certains intervenants semblent déçus par les promesses de l'adhésion à l'OMC et plus généralement du commerce international : les plaintes pour dumping déposées contre la Chine ou encore l'affaire CNOOC-UNOCAL de l'été 2005 sont autant de ressentiments qu'entre-tiennent les Chinois à l'égard des pays occidentaux.

À lire les interventions, il semblerait que la Chine n'est pas totalement mûre pour une telle ouverture : Zheng Xinli se plaint de son retard technologique, de la faible compétitivité des entreprises chinoises sur les marchés internationaux, de sa trop grande dépendance vis-à-vis des matières premières, de la trop grande importance des investissements étrangers dans la croissance et enfin de ses fragilités financières.

Reprenons ces points, en accordant une importance particulière à la question des investissements directs étrangers (IDE).

1. *Le retard technologique chinois*

Cette question du retard technologique chinois préoccupe les économistes, qui

Zheng Xinli, directeur adjoint du bureau de recherche de la politique centrale du Parti ; Ji Baocheng, directeur de l'université du Peuple de Pékin, et Lü Zheng, directeur de l'Institut d'économie industrielle de l'Académie chinoise des sciences sociales de Pékin.

¹⁰ Rappelons que, grâce notamment à sa monnaie partiellement échangeable, la Chine a en très grande partie réussi à échapper aux secousses de la crise asiatique de 1997.

craignent de ne pouvoir passer d'un modèle de croissance extensive à une croissance intensive¹¹. En 2005, la Chine aurait investi plus de 5 milliards de yuans avec 240 demandes de brevets internationaux, soit 1/10 des demandes de tout le pays. Ce qui reste très insuffisant, d'autant plus que d'après l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, en 2005, les États-Unis auraient déposé 45 111 demandes de brevets, le Japon 25 145, l'Allemagne 15 870, la Corée du Sud 4 747 et la Chine seulement 2 425¹². Le fossé technologique séparant la Chine des pays industriels ne cesserait de se creuser. La politique de rattrapage technologique grâce aux transferts des IDE a en grande partie échoué. Zheng félicite néanmoins l'entreprise Huawei qui en 2005 a totalisé 60 milliards de yuans de ventes dans une cinquantaine de pays. Les causes de ce succès seraient à chercher dans les capacités d'innovations de la société.

2. *Le manque de compétitivité des entreprises chinoises*

Malgré l'environnement ultra concurrentiel du marché chinois, beaucoup d'entreprises n'ont pas les reins assez solides. Cheng cite une enquête portant sur 1 344 entreprises chinoises. Parmi elles, plus de 200 souffraient de profits nets négatifs, plus de 200 avait un *return on assets* net également négatif. Seulement 400 entreprises seraient capables d'attirer des investisseurs étrangers.

3. *La trop grande dépendance à l'égard des matières premières*

Cette dépendance représente une véritable contrainte. Alors que l'économie chinoise n'équivaut qu'à 5 % du PIB de toute la planète, sa consommation en ciment représente 37 % de la consommation mondiale, la consommation de l'aluminium 25 %, la consommation d'eau douce 45 %, etc. Cet appétit en matières premières représente des coûts financiers et environnementaux que la

¹¹ Voir notamment l'ouvrage du très réputé économiste chinois Wu Jinglian, *中国增长模式抉择* (*Le Choix du modèle de croissance chinois*), Shanghai Yuandong Chubanshi, Shanghai, 2005, 223 p.

¹² À noter que le nombre de demandes de brevets déposées en Chine varie grandement selon les auteurs. Ces chiffres sont donc à considérer avec précaution.

Chine ne pourra bientôt plus se permettre d'assumer.

4. *Les fragilités financières*

Cheng Siwei rappelle la place essentielle des échanges financiers dans l'économie mondiale : 1 500 à 2 000 milliards de dollars sont échangés chaque jour, dont 5 % seulement consacrés au commerce. La sécurité financière est donc fondamentale, avec les risques liés à la dette publique, au change, à l'épargne... Mais, plus que tout, Cheng semble craindre une vague de change massive qui affaiblirait le système bancaire (preuve que le souvenir de la crise asiatique de 1997 est encore vivace). Le gouvernement central doit en conséquence poursuivre et approfondir ses réformes afin d'attirer plus d'investisseurs et de fonds, de réduire les créances douteuses, d'améliorer la gouvernance des banques, d'introduire en Bourse les dernières banques commerciales publiques, etc. Avant tout, il faut rendre les banques chinoises concurrentielles.

5. *Les investissements étrangers*

Tous les articles se plaignent de la menace que font peser les étrangers sur l'économie chinoise. Les entreprises étrangères s'intéressent de plus en plus aux entreprises chinoises les plus performantes. Zheng cite l'industrie florissante de la **construction d'équipements**, secteur stratégique qui devrait d'ici 2010 atteindre une valeur totale de 120 milliards de dollars. Il parle d'une volonté d'accaparement en citant la tentative d'achat du Xugong Machinery Group (XCMG), spécialisé dans les appareils de construction, par la société américaine Carlyle. Cette dernière attend depuis l'été 2005 l'autorisation du gouvernement central pour racheter 85 % des parts du XCMG à hauteur de 375 millions de dollars. Or, le groupe Caterpillar est extrêmement actif dans ce secteur en Chine : il a créé une première *joint-venture* en 1995, puis a racheté une usine dans le Shandong. Récemment, il a également pris le contrôle d'une entreprise de mécanique de Xiamen. Il serait en train de tenter d'acquérir des parts des entreprises Sanyi, Yizhou (dans le Guangxi) et Xuanhua (dans le Hebei). Si Carlyle parvient à racheter XCMG et qu'il revend ses parts à Caterpillar, celui-ci

risque de se retrouver en situation de quasi monopole dans ce secteur sur le marché chinois.

Autre secteur qui inquiète Zheng : **les finances**. À partir de 2007, les banques étrangères ne seront plus limitées dans les parts d'une banque chinoise qu'elles peuvent détenir. Par exemple, Citibank convoite 50 % de la Pudong Development Bank. Les banques étrangères sont de plus en plus attirées par le marché chinois : en 2005, on aurait compté 72 banques de 21 pays différents qui auraient en tout ouvert 254 établissements en Chine.

Enfin, Ji cite des entreprises qui dans certains secteurs empêchent leurs concurrents chinois de se développer : Price Smart, Carrefour, Wal-Mart (dans la grande distribution), Intel, Microsoft, IBM (micro-informatique), KPMG, Deloitte, Ernst and Young (audit)...

Dernier danger, celui de la spéculation. Par exemple, les bulles immobilières seraient dues à la présence des étrangers dans ce secteur, qui détiendraient 40 % du parc immobilier dans certaines villes et se livreraient à une intense spéculation.

Ne pas remettre en cause les politiques d'ouverture ?

Reste que le point de vue négatif de Zheng n'est pas partagé par tous. Cheng offre une vision plus nuancée.

Il admet que les étrangers font peser des risques sur l'économie chinoise. Mais, reconnaît-il, les entreprises étrangères apportent également beaucoup au pays : certaines innovations, des devises étrangères... Sans elles, la Chine ne serait pas parvenue à son niveau actuel. Et de citer l'exemple de la Banque de Shanghai qui, après avoir accueilli des actionnaires étrangers à son CA en 1999, a diminué la part de ses dividendes redistribuée aux employés de 20 à 10% pour investir des sommes plus importantes dans le développement des activités de la banque. Cheng affirme, sans citer de chiffres à l'appui, que la banque a connu une amélioration de sa gouvernance. Prenant à contre-pied Zheng, il soutient que les banques étrangères doivent aider le pays à réformer son système financier.

Le point de vue de Cheng paraît assez mesuré, comparé par exemple à ceux de Zheng ou Ji. Reste qu'il apparaît de plus

en plus nettement que les autorités réduisent l'ouverture du pays aux IDE¹³.

¹³ Yann Rousseau cite, en plus de l'affaire Carlyle-XCMG, les difficultés que rencontre SEB pour le rachat de 61 % de Zhejiang Supor Cookware, la remise en cause de l'achat de 38% de Laiwu par Arcelor Mittal et l'incessant report de la distribution des licences de troisième génération de téléphonie. Cf. « La Chine reprise en main », *Les Échos*, 6 octobre 2006.

7. La sécurité énergétique ressort surtout du bon fonctionnement du marché

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Zhao Hongtu, « *Coopération et dialogue pour la sécurité énergétique mondiale : choix stratégiques pour une ère d'interdépendance en énergie* », *Xiandai Guoji Guanxi*, n° 5, 2006, pp. 38-44
- Chen Fengying, « *La nouvelle tendance de la sécurité énergétique internationale* », *Xiandai Guoji Guanxi*, n° 6, 2006, pp. 41-46
- Liu Jianfei, « *Assurer la sécurité énergétique à travers la coopération* », *Le Quotidien du Peuple*, 19 août 2006

Autour du sommet du G8 qui s'est réuni à Saint-Petersbourg en juillet 2006, des analyses stratégiques chinoises envisagent à nouveau les questions de sécurité énergétique.

Contrairement aux analyses imprégnées de réalisme et de théories néomercantilistes prévoyant des guerres liées aux ressources énergétiques qui dominaient autrefois ces analyses stratégiques¹⁴, les études de ces derniers mois adoptent une vision d'inspiration libérale des questions énergétiques. Plus question de pénurie de pétrole ou de gaz, au contraire, affirment les auteurs, citant notamment Daniel Yergin¹⁵, les ressources naturelles mondiales suffisent pour satisfaire la demande. De ce fait, la hausse des cours mondiaux est due à plusieurs raisons (dont la consommation chinoise n'en est pas une !) : au déséquilibre entre offre et demande, aux activités spéculatrices sur les marchés, aux limites de capacité des raffineries mondiales, etc. Le problème n'est donc clairement pas « sous le sol mais sur la terre » (Zhao).

¹⁴ Cf. Michal Meidan, « La sécurité énergétique et ses voies », *Les Nouvelles de Chine*, n° 16, mai 2004, et « Conflits du XXI^e siècle : la guerre pour les ressources naturelles », *Les Nouvelles de Chine*, n° 24, février-mars 2005.

¹⁵ Daniel Yergin, « It's not the end of the oil age », *Washington Post*, 31 juillet 2005 et « Ensuring energy security », *Foreign Affairs*, mars-avril 2006.

Un grand nombre de facteurs, tels que les conflits régionaux, l'instabilité politique dans les pays producteurs, les actes terroristes et les menaces pesant sur les infrastructures énergétiques (pipelines, ports, raffineries, centrales, etc.), font que la sécurité énergétique est désormais une préoccupation internationale, et « aucun pays peut ne compter que sur lui-même pour sa sécurité énergétique ».

Zhao tâche toutefois d'identifier les trois éléments qui engendrent des conflits géopolitiques à propos de l'énergie :

1. La concurrence pour la production des ressources à l'étranger et pour les bénéfices issus de l'exploration (les zones qu'il identifie sont le Moyen-Orient, les bords de la mer Caspienne et la Sibérie).
2. L'emploi de l'énergie comme outil politique par les pays producteurs. L'Iran, le Soudan et le Venezuela en sont des exemples contemporains¹⁶. Cette tactique peut engendrer des frictions entre partenaires énergétiques (comme la Chine, l'Inde, le Japon et l'Europe dans leurs liens énergétiques avec les États-Unis), mais peut conduire les États à rechercher de nouvelles solutions et de nouveaux partenaires, ce qui est le cas par exemple de la vision européenne de ses approvisionnements en provenance de la Russie.
3. Enfin, la question énergétique peut être liée à des questions territoriales et envenimer des litiges territoriaux comme c'est le cas autour de la mer Caspienne ou de la mer de Chine orientale.

« Si ces conflits et frictions s'enveniment, ils pourront influencer non seulement la sécurité du pays mais aussi celle de la région et du monde. » La réponse devrait donc être une réponse commune, par les voies du dialogue¹⁷.

Toutefois, dans une situation de ressources énergétiques suffisantes et de

¹⁶ Notons que la référence est souvent faite à 1973 et à l'usage de l'arme pétrolière par les pays arabes. Le recours à des exemples aussi contemporains, et, pour certains, sensibles pour la Chine, est surprenant.

¹⁷ L'auteur ne va pas plus loin dans le développement des problèmes mais se contente d'évoquer le dialogue comme seul remède à tous ces maux.

reconnaissance du nécessaire recours à une réponse régionale voire internationale, pourquoi la géopolitique reste-t-elle un facteur d'une telle importance ?

D'abord, dit Chen Fengying, en raison de la concentration géographique inégale des ressources (couplé au fait que les pays riches en ressources sont pour la majorité politiquement instables et que les pays consommateurs sont pauvres en ressources). Ensuite – et là le raisonnement traditionnel mercantiliste refait surface – car les conflits régionaux et les tensions entre consommateurs et producteurs tournent toujours autour des ressources naturelles. « Les pays producteurs sont de ce fait, poursuit-il, entraînés dans un tourbillon de conflits » (engendrés, implicitement, par les puissances en quête de ressources) Enfin, la spéculation effrénée du capital flottant, exacerbée par les tensions régionales et les actes terroristes.

En dépit de ce nouveau discours, certains éléments de continuité persistent dans ces analyses et notamment l'effet déstabilisateur des États-Unis, mais, cette fois-ci, cet effet n'est pas dû aux tendances hégémoniques américaines ou à la volonté du pays de contrôler les ressources énergétiques mondiales, mais aux bénéfices qu'il peut (et sait) tirer des marchés volatiles. Le gouvernement américain, sous pression des *lobbies* pétroliers, agit à sa guise sur le plan international, sachant bel et bien que ses actions ont des répercussions sur les marchés et sur les prix. Si l'on considère que l'économie américaine est « sur la bonne voie » et que les cours élevés du pétrole ont de moins en moins d'impact sur elle, « voici, sans doute, la raison pour laquelle le président Bush a décidé de remplir sa réserve stratégique en temps de prix aussi élevés ».

Néanmoins, la conclusion qui en est tirée est que « de toute situation difficile, de nouvelles solutions positives peuvent émerger » et que les réponses à l'insécurité énergétique peuvent désormais relever des domaines de la gestion de la demande, de la réduction de l'intensité et de l'introduction de nouvelles technologies et ressources énergétiques. De plus, une coopération internationale dans ce domaine serait également bénéfique : transferts de technologies et accélération

d'une plus importante intégration des marchés car, « en encourageant plus de transparence entre producteurs et consommateurs et en renforçant l'interdépendance, les facteurs qui peuvent influencer les marchés et les prix se multiplient de sorte qu'aucune partie ne peut, de façon unilatérale, contrôler à long terme les marchés et les prix pétroliers ». L'interdépendance est donc prônée pour, entre autre, affaiblir ce qui est perçu comme la nouvelle menace américaine : le contrôle des marchés et des prix.

Les premières priorités pour sécuriser l'énergie mondiale sont donc l'internationalisation des compagnies pétrolières – car celles-ci permettent de nouer un lien pratique entre acteurs industriels et entre pays producteurs et consommateurs –, la gestion commune des marchés et le dialogue au sujet de la sécurité énergétique.

Il en reste toutefois que les États-Unis continuent à jouer le rôle central, car paradoxalement ils sont à la fois le premier facteur de distorsion des marchés et le principal administrateur de ce bien commun.

8. Crise iranienne : logique de l'Iran, mais hésitation sur le risque de conflit armé

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Tao Wenzhao¹⁸ « La question iranienne doit être résolue par des négociations », Le Quotidien du Peuple, 30 août 2006
- Wang Enxue, Zhang Jinping¹⁹, « Une analyse de la politique nucléaire iranienne », Xiandai Guoji Guanxi, n° 4, 2006
- Zuo Jianxiao, « La crise iranienne dans l'impasse, les navires américains en route vers le golfe Persique », Huanqiu Shibao, 4 mai 2006

¹⁸ Tao Wenzhao est chercheur à l'Institut d'études américaines de l'Académie chinoise des sciences sociales.

¹⁹ Wang Enxue est doctorant au département des Relations internationales à l'université du Yunnan, Zhang Jinping est professeur à l'université des minorités ethniques du Yunnan où il travaille sur l'analyse du Moyen-Orient.

- Yin Chengde²⁰, « L'influence de la crise iranienne sur la situation internationale », analyse du China Institute of International Studies, juin 2006
- Meng Yangqing, « L'Iran ne cède pas, les États-Unis devront frapper », Shijie Zhishi (World Affairs), n° 11, 1^{er} juin 2006, pp. 30-32
- Li Guofu²¹, « L'impasse dans la crise nucléaire iranienne », Guoji Wenti Yanjiu, n° 5, octobre 2006, pp. 46-50

La crise nucléaire iranienne est suivie de près par la presse chinoise. Souvent, les articles se limitent à relater les dernières évolutions ou à mettre en avant la position chinoise, qui consiste essentiellement à poursuivre l'affaire par la voie diplomatique des négociations (Tao et Li).

Peu d'analyses essaient de replacer la diplomatie nucléaire iranienne dans le contexte de la politique interne de l'Iran ou d'offrir une perspective plus large sur la question, les articles cités dans ce numéro de *China Analysis* ont donc été choisis en raison de la diversité des positions et des analyses qu'ils offrent.

Les auteurs offrent différentes explications aussi bien des causes que des conséquences de la crise : Yin Chengde voit la question nucléaire comme une crise entre les États-Unis et l'Iran dans laquelle la Chine, la Russie et l'Union européenne représentent « la communauté internationale » et assument la tâche difficile de médiateurs. Wang et Zhang, toutefois, replacent la politique nucléaire iranienne dans le contexte de la politique interne du pays et de la situation internationale. Ahmadinejad, dès son arrivée au pouvoir, suit la tendance conservatrice que prend son pays et stimule le sentiment de « fierté nationale » (民族自豪 *minzu zihao*²²) qu'il représente pour son électeurat. Pour Li Guofu, ce sentiment est plutôt celui d'une « renaissance nationale » (振兴民族 *zhenxing minzu*). Encouragé par le désenchantement général à l'égard de l'Ouest parmi les jeunes Iraniens et la

cassure perçue dans le monde occidental, le nouveau président iranien choisit de durcir sa position lorsque le moment lui semble opportun.

Quelle est la revendication iranienne ? Tous les analystes citent la capacité nucléaire à usage civil (tout en disant que, de prime abord, un pays riche en pétrole et en gaz n'a pas forcément besoin de l'énergie nucléaire), mais Wang et Zhang expliquent que « l'arme nucléaire est le pouvoir de veto ultime dans la politique internationale, surtout pour les pays faibles ». Si l'Iran doit présenter ses objectifs comme relevant du domaine civil, « l'accès du Pakistan et de l'Inde au statut de puissances nucléaires, le fait que l'Irak voulait développer sa capacité nucléaire et les accords sécuritaires entre les États-Unis et Israël » ont fait que « l'Iran a intensifié le développement de son propre programme ».

Telle qu'elle est présentée par nos auteurs, la politique nucléaire iranienne est un concours de circonstances : les besoins internes, cités ci-dessus, et la perception que la communauté internationale (Zhang et Wang incluent les États-Unis dans cette définition) serait incapable d'agir de façon unifiée et cohérente. Les Iraniens voudraient, selon cette analyse, saisir cette occasion pour accomplir, en citant Lénine, « deux pas en avant, un pas en arrière [...] », se mettant ainsi en position de force dans les négociations. Qui plus est, Téhéran tenterait ainsi de se positionner entre l'Est et l'Ouest et d'introduire de nouveaux acteurs dans l'équation, notamment la Chine, la Russie, l'Inde et le Japon. Chacun de ces pays pourrait être amené à se ranger aux côtés de Téhéran selon la lecture iranienne de la situation : la Russie estimant que l'Iran fait partie de sa sphère d'influence, le Japon « ayant besoin de se démarquer des États-Unis en dépit de leur alliance ferme pour ses besoins en énergie », la Chine « en raison de ses liens énergétiques et militaires avec le pays²³ » et l'Inde « avide de ressources naturelles ». Les auteurs affirment cependant que ce ne sera pas le

²⁰ Chercheur rattaché à l'Institut chinois des études internationales (China Institute of International Studies).

²¹ Chercheur du China Institute of International Studies, spécialisé sur le Moyen-Orient.

²² À noter que ce terme ne signifie pas « nationalisme ».

²³ Notons la mention des liens militaires : la Chine aurait vendu des armes à l'Iran dans les années 1980 mais nie aujourd'hui tout lien dans ce domaine. Sur l'ensemble des relations sino-iraniennes, voir le compte-rendu de l'Observatoire géopolitique sur la Chine sur www.centreasia.org.

cas, même si l'Iran essaie de se positionner plus fermement sur le plan régional et de nouer des alliances en devenant un observateur de l'Organisation de coopération de Shanghai et en ouvrant ses gisements pétroliers à des acteurs asiatiques...

Le rôle de l'Union européenne diffère selon les analyses. Ne s'étant jamais rangée tout à fait aux côtés des États-Unis, l'Union européenne, pour Li Guofu, a tenté de servir de médiateur et a échoué. La politique iranienne cherchant à « tourner vers l'Est » en est le résultat. Alors que Wang et Zhang soulignent le rôle indépendant de l'UE, son incapacité à faire valoir ce rôle constitue la faiblesse du camp « international », dont l'Iran se sert pleinement. Yin et Li attribuent à l'Union européenne une véritable volonté de parvenir à un accord par voies diplomatiques, mais tous s'accordent à dire que l'UE manque de l'autorité nécessaire et qu'elle n'a plus qu'à s'aligner sur la position des États-Unis...

Les analystes ne doutent toutefois pas que l'Iran a encore une marge de manœuvre, Zhang et Wang allant jusqu'à dire que Téhéran finira par infléchir sa position. Yin Chengde part également du principe que les dirigeants iraniens et américains sont des acteurs rationnels qui opèrent dans l'intérêt de leurs pays, et comme les deux parties seraient perdantes en cas de guerre, aucune partie n'optera pour ce choix. En dernière instance, l'Iran et les États-Unis finiront par modérer leurs positions. Étant donné que la politique étrangère iranienne « a toujours été pragmatique » et qu'Ahmadinejad est un « jeune conservateur pragmatique », cette impasse finira bien par se débloquent. Li Guofu ne voit pas la situation ainsi ; pour lui, cette position tient, au contraire, à l'idéologie du président iranien, sans qu'il explique toutefois en quoi consiste cette idéologie.

Aucune analyse n'écarte cependant la possibilité d'un conflit armé entre les deux parties, les revues généralistes (*Huanqiu Shibao*, *Shijie Zhishi*) allant même jusqu'à estimer que la guerre est proche ; les navires américains se positionnent déjà dans le golfe Persique, des troupes spécialisées américaines chargées de la collecte d'informations et de la coordination avec des groupes de l'opposition

iranienne entrent sur le territoire iranien ; en clair, les États-Unis s'apprêteraient à tous les scénarios possibles, et si l'Iran ne fléchit pas, ils n'auront pas d'autre choix que de lancer une offensive. Si certains estiment que la guerre est une hypothèse peu bénéfique, d'autres y voyant une fin inévitable, il n'en reste pas moins que la possibilité de cette guerre est étudiée par tous.

Les analystes s'accordent tous à dire que Téhéran se prépare également à cette éventualité et que l'Iran est tout de même un adversaire qu'il ne faut pas sous-estimer, d'autant plus que l'armée américaine est déjà très dispersée entre l'Afghanistan et l'Irak. En dépit de ces difficultés, rappellent les auteurs, l'armée américaine reste très au-dessus des forces iraniennes et son déploiement au Moyen-Orient est déjà une forme d'encerclement de l'Iran.

Toutefois, argumentent-ils, les États-Unis n'ont aucun soutien « moral » pour cette guerre : non seulement l'Iran a le droit d'acquérir une capacité nucléaire civile, mais il n'y a aucune preuve de l'existence d'un programme militaire. Ce dernier point revient souvent dans ces analyses : la communauté internationale et l'AIEA manquent de preuves, un argument qui sert aux analystes chinois pour justifier la poursuite de la voie diplomatique.

Li Guofu, un des experts les plus cités sur les questions moyen-orientales, s'écarte peu de la position officielle chinoise. Son analyse se limite aux calculs iraniens, vus à travers les nécessités de la politique interne iranienne et des opportunités qui se sont présentées sur le plan international. L'arme nucléaire ne servira qu'à des fins pacifiques (même si la situation sécuritaire de l'Iran est évoquée comme une raison de vouloir détenir une capacité nucléaire) et, de façon un peu contradictoire, il estime que l'Iran cherche à imiter le Japon, « un pays qui en possède la capacité technique mais qui n'en produit pas. Cette capacité sert à renforcer la sécurité du pays et sert de force de dissuasion efficace ».

La raison du durcissement des positions est à chercher toutefois pour lui dans l'incompréhension américaine de la situation : d'abord, les Américains ne comprennent pas le sentiment d'insécurité de

l'Iran (notamment en raison de ses voisins nucléaires), et donc la nécessité d'apaiser ce sentiment ; mais surtout Washington n'a pas su profiter du clivage entre modérés et conservateurs au sein du gouvernement iranien et n'a pas su répondre aux gestes de rapprochement que les modérés ont fait à leur égard, affaiblissant de la sorte la position des modérés.

Les auteurs évoquent certaines « cartes » supplémentaires que détiennent les Iraniens dans ces négociations : d'abord, l'arme pétrolière, qui revient dans toutes les analyses. Une rupture des exportations iraniennes nuirait aux États-Unis et à « tous ses alliés » et est une des « cartes » fortes de l'Iran. Ensuite, l'Iran a une capacité de nuisance qui s'étend au-delà de ses frontières. Les analyses sont plus ou moins vagues sur ce sujet, Zhang et Wang évoquant « des groupes armés » s'entraînant à l'étranger qui peuvent atteindre des cibles américaines, alors que Chen ne mentionne que la capacité de nuisance iranienne en Irak. Des allusions sont également faites aux liens entre l'Iran et des groupes terroristes, mais ces rapports ne sont jamais décrits de façon explicite.

Zhang et Wang poursuivent leur analyse pragmatique de la politique iranienne : Ahmadinejad aurait surestimé la marge de manœuvre dont il dispose, mais vu la levée de voix modératrices au sein de l'Iran et la fermeté (relative) de la communauté internationale, l'Iran finira par trouver un moyen de sortir de l'impasse.

Une des analyses les plus récentes, celle de Tao, est moins optimiste quant à l'issue de cette impasse et n'offre pas de prévisions. Li Guofu, quant à lui, prend à son compte la position iranienne ; il estime que l'Iran est prêt à négocier et que ce sont les États-Unis qui font preuve d'intransigeance. Il termine son analyse sans tout à fait conclure, en disant que la guerre reste peu probable même si une telle éventualité ne doit pas être écartée.

Il semblerait que plus la situation devient complexe moins les analystes sont prêts à livrer des pronostics.

9. « Insolent » Pyongyang

Le terme *hanran* (悍然, « flagrant » ou « insolent »), s'emploie rarement dans la diplomatie chinoise. Son usage a été relevé à l'époque des visites japonaises au temple Yasukuni et du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, en 1999. De ce fait, l'emploi de ce terme par l'agence de presse Xinhua dans l'article ci-dessous, en réaction à l'essai nucléaire mené par la Corée du Nord le 8 octobre, est une démonstration assez forte du mécontentement de Pékin à l'égard de son voisin et allié. Si l'usage de ce terme, repris ensuite par Zhang Liangui, de l'École centrale du Parti, est un signal diplomatique non négligeable à l'égard de Pyongyang, il ne signifie toutefois pas la fin des débats internes quant à la politique nord-coréenne de la Chine. Ce débat se manifeste publiquement, depuis la fermeture en 2004 de la revue proche de l'armée *Zhanlüe yu Guanli*, qui s'était prononcée en faveur de la limitation du soutien chinois à la Corée du Nord. Le prochain numéro de *China Analysis* reviendra sur les analyses chinoises portant sur la Corée du Nord.

- Article non attribué, « *China resolutely opposes DPRK's nuclear test* », Xinhua, 9 octobre 2006

The Chinese government is resolutely opposed to the nuclear test by the Democratic People's Republic of Korea (DPRK), Chinese Foreign Ministry said in a statement Monday.

According to a report by the official Korean Central News Agency (KCNA), the DPRK has conducted an underground nuclear test on Monday.

"The DPRK ignored universal opposition of the international community and flagrantly conducted the nuclear test on Oct. 9. The Chinese government is resolutely opposed to it," the statement said.

It said China strongly demands the DPRK live up to its commitment to non-nuclearization on the Korean Peninsula, stop any activity that may worsen the situation and return to the six-party talks.

It has been the firm, unshakable and consistent stance of the Chinese

government to realize non-nuclearization on the Korean Peninsula and oppose proliferation of nuclear weapons, the statement said.

The Chinese government calls for calm response from all parties concerned and urges them to stick to peaceful resolution of the issue through consultations and dialogues, the statement said. It said that maintaining peace and stability in the Northeast Asia region conforms to the common interests of all parties concerned, and China will continue to make unremitting efforts to this end.

Chinese Foreign Minister Li Zhaoxing talked over telephone with U.S. Secretary of State Condoleezza Rice Monday afternoon, exchanging views on the latest development of the situation on the Korean Peninsula. Li reiterated China's solemn and just position on the issue as announced in the Foreign Ministry's statement.

The nuclear test, the first of such conducted by the DPRK, came about a week after the country announced it would undertake an unprecedented atomic test under the condition where safety is firmly guaranteed.

KCNA reported that there was no such danger as radioactive emission in the test as it was carried out under a scientific consideration and with careful calculation.

In a statement issued last Tuesday, the DPRK Foreign Ministry said the country "will never use nuclear weapons first."

The test drew immediate reaction from the international community.

The United Nations Security Council is to hold an emergency meeting in a closed session Monday to discuss the issue.

A spokesman of President Roh Moo Hyun of the Republic of Korea (ROK) said Monday that ROK would sternly respond to the DPRK's nuclear test.

It is reported that Japan and the United States are preparing to submit a draft resolution to the UN Security Council if the DPRK's nuclear test is confirmed.

Japan said last Friday that it would seek a Security Council resolution on sanctions against the DPRK if it carried out a nuclear test.

- Zhang Liangui, "The DPRK's Brazen Nuclear Test", Shijie Zhishi, 16 octobre 2006 pp 16-20

The DPRK announced on 9 October 2006 that it had successfully carried out a nuclear test. Previously, on 10 February 2005, the DPRK announced that it had nuclear weapons and had become a nuclear state. The DPRK Foreign Ministry was also authorized to issue a statement on 3 October 2006, stating that the DPRK would carry out a nuclear test. The DPRK has finally crossed the nuclear threshold, and the non-nuclearization of the Korean Peninsula has been wrecked. The international community reacted strongly when the DPRK announced it would carry out a nuclear test. Japan said that this was "unacceptable," and the United States declared that it "could not live with a nuclear DPRK"; the Security Council intervened again, and said that the adoption of a harsh sanctions resolution, including a hint of the use of force, would be hard to avoid after a DPRK nuclear test.

Why at This Time?

The DPRK's possession of nuclear weapons and becoming a nuclear state was set down as an irreversible strategic decision, and carrying out a nuclear test is an indispensable step in implementing this decision and testing its results. The choice of when to carry out the test, however, could be determined in accordance with the internal and external environment and needs.

The DPRK had a variety of objectives in first announcing it was carrying out a nuclear test.

The first is the military objective. Under the cover of clever diplomacy, the DPRK has steadily pursued its nuclear program for several decades, and has already achieved decisive results. In February 2005, the DPRK openly announced that it possessed nuclear weapons, showing that its nuclear weapons had already been finalized; although the DPRK carried out several score detonator tests around that

time, it did not carry out a proper nuclear test, and it had not been verified whether or not its nuclear weapons could be used. By carrying out the test, the DPRK was finally confirming the usability of its nuclear weapons, collecting relevant data, and improving the design, to turn them from scientific experiment objects into actual combat instruments.

The second is the political objective. "Military first politics" is a DPRK strategy for governing the country; in order to prevent the people from doubting "military first politics," it could only continually promote this and use major national defense achievements such as missiles and nuclear weapons to augment it, so as to be able to prove its correctness and dispel possible public misgivings and wavering.

The third is the diplomatic objective. There are three levels of meaning here. The first is to display the DPRK's consistent foreign policy of "confronting the tough with super-tough," and force the international community to give up the idea of putting pressure on it. The second is to force the international community to recognize it as a nuclear state through a war brink policy. The DPRK has grasped the psychology of the majority of countries in esteeming dialogue and fearing showdown and opened psychological war with the international community by pushing matters to the extreme: The international community either adheres to its antiproliferation stance and wages war (the DPRK has conducted propaganda on waging nuclear war); or it accepts a fait accompli and recognizes the DPRK as a nuclear state. Third, through dealing in a discriminating way with the powers concerned, especially China, the United States, and Russia (such as by informing certain countries in advance, while keeping the matter secret from other countries), it expands the differences and contradictions between the powers on the DPRK nuclear issue, and takes advantage of this.

In addition, in the DPRK's view, it was an extremely appropriate choice to announce in early October that it would carry out a nuclear test.

First, looking at the detail, October is a busy diplomatic season for the powers.

For instance, the new Japanese Prime Minister Shinzo Abe visited China on 8 and 9 October; the ROK President arrived in Beijing on 13 October for talks with Chinese leaders; and Rice is also coming to Beijing in mid-October. These meetings will certainly discuss the DPRK nuclear issue of common concern. By announcing its nuclear test before these meetings, the DPRK can express still more that it is the "main body," and show that talks between the powers cannot have the slightest impact on its nuclear program; the DPRK completely acts and plays its hand according to its own plans.

Second, at present the United States is busy with resolving the Iranian nuclear issue and is also encumbered with Iraq, Afghanistan, the Arab-Israeli conflict, and so on, and the DPRK profoundly believes that the United States has no time to attend to the DPRK at the moment. In taking advantage of this opportunity to crash the barrier and test a nuclear bomb, the risk for the DPRK is relatively smaller.

Third, and maybe still more important, are the differences between the powers on the DPRK nuclear issue. On this issue, the United States "will not rule out any means"; the ROK advocates that "resolving the problem through negotiations is the only acceptable option"; and China and Russia advocate resolving it through the six-party talks. So long as the powers have not formed a united opinion, the DPRK is safe in any means of promoting its nuclear program in big strides. At present the six powers have agreed a consensus on the Iranian nuclear issue, and this was a warning to the DPRK that it should take decisive action before the powers have formed a united opinion on the DPRK nuclear issue.

Analysis of the Situation in the DPRK Nuclear Issue

First, the facts have already proven that possession of nuclear weapons is a set policy decision for the DPRK.

There is already a history of several decades of the DPRK's nuclear weapons development. In the late 1950's the DPRK signed two nuclear technology agreements with the Soviet Union; in the 1960's it built the Yongbyong nuclear research base, and after that it steadily pushed forward its nuclear program. The DPRK signed the "Nuclear

Nonproliferation Treaty" in the mid-1980's, and in the early 1990's it successively signed with the ROK and the United States the "Common Declaration on Non-nuclearization of the Korean Peninsula" and the "Framework Agreement"; however, the DPRK has never genuinely halted its nuclear program while dealing with the countries concerned.

The DPRK has two levels of aim in possessing nuclear weapons, that is strategic and process aims. Its strategic aim is to get hold of an effective means for constraining the great powers around it and change its strategic relationship with them. Given that its national strength cannot match theirs, getting hold of ultimate-nature nuclear weapons is the inevitable option.

The DPRK's process aims in possessing nuclear weapons are:
First, to satisfy internal political needs. Since nuclear weapons are regarded as symbols of state power and science and technology standard, by developing nuclear weapons they can display the correctness of slogans such as "military first politics" and "build a strong and prosperous great country."

Second, to narrow the power gap with the ROK. Since the 1948 split, the question of which will devour which has always been a grim problem facing the DPRK and ROK. Since comprehensive strength between north and south got out of balance in the 1970's, the gap between the two has become ever wider, and one could not see the possibility of returning to balance in the short term. Only by getting hold of nuclear weapons could the DPRK narrow the power gap with the ROK.

Third, to deter a possible US attack. The downfall of Saddam caused the DPRK to profoundly believe that if Saddam had possessed nuclear weapons, the United States would not have dared to launch a military strike at him. The 3 October DPRK announcement declared that "a people without a reliable deterrent force will certainly perish tragically."

Fourth, to use as a bargaining chip in pursuit of practical interests. The DPRK is anxious to open up relations with the United States, and only by developing nuclear weapons can it gain US attention

and lure it into dialogue; and it can also gain practical economic and diplomatic interests in exchange for limited concessions (such as temporarily slowing down or freezing its nuclear program).

Second, the DPRK has crossed the nuclear threshold.

Through practicing vague tactics over many years, the DPRK has effectively confused the countries concerned; it has gained more than 10 years through talks and circling around, and safely made the transition through the bottleneck period in developing nuclear weapons, successfully crossing the nuclear threshold.

The DPRK has now carried out a nuclear test, confirming the effectiveness of its nuclear bomb, and it will further improve its program in light of the test data, to make the weapons miniaturized and usable. The DPRK will also speed up missile technology improvement (including, short, medium, and long-range), to enable its missiles to act as delivery vehicles for its nuclear weapons.

In fact, after announcing its nuclear weapons in February 2005, the DPRK tested seven missiles of various types last 5 July. Missile testing is a part of the entire DPRK nuclear weapons program.

After leaping over the nuclear threshold, the DPRK is now steadily pushing to make its nuclear weapons usable. Turning the products of scientific research into nuclear weapons of military significance is what the DPRK is now engaged in. It is said that the reactor being built at Yongbyong will come on stream in two years time; the DPRK may then have the capacity to make 50 nuclear bombs a year.

Third, the six-party talks can hardly continue now.

It is very likely that the six-party talks aimed at resolving the DPRK nuclear issue through negotiations have ended. The DPRK has all along emphasized that the DPRK nuclear issue is matter between itself and the United States, and intervention by other states is "third-party intervention." The reason why the DPRK took part in the six-party talks was, first, in order to find an opportunity and channel for making peace with the United States, given that there was no hope of bilateral

DPRK-US talks; and second, the DPRK needed to circle around with the international community in order to gain time. However, the purpose of the six-party talks was to resolve the DPRK nuclear issue through negotiations; from the start, this was equivalent to putting the DPRK in the dock and compelling it to accept a topic that it was most unwilling to discuss.

The reason why four rounds of the six-party talks could be held was because both the DPRK and the United States regarded the talks as an instrument for delaying a showdown and spinning out time, while the other countries regarded the talks as the way, and even the only way, to resolve the issue. This difference in definition determined that the six-party talks were inevitably an interlude act in earnest.

The six-party talks became deadlocked after the first stage of the fifth round; on the surface this was because the United States imposed financial sanctions on the DPRK last October, and the DPRK said that this move wrecked the atmosphere for the talks and refused to resume them. The real reason was that when the fourth round ended it adopted a "Joint Statement" with substantive content, thus ending the "stage of discussing generalities," and the following meetings would discuss specific action for scrapping the nuclear program, thus depriving the six-party talks of their role in spinning out time and delaying a showdown.

If the international community exerts sufficient pressure, the DPRK might propose other forms of talks to replace the six-party talks, such as a new tripartite or quadripartite meeting. This is because in this way they could again start by talking about generalities.

Fourth, the DPRK nuclear issue is now at a turning point.

The DPRK nuclear issue has now been going on for 15 years, and it is four years since the second DPRK nuclear crisis broke out. The reason why there was no showdown during this time was due to the need of all the parties to spin things out. The DPRK did this in order to gain time for developing nuclear weapons. The United States for its part held the view that the DPRK's nuclear weapons had not become a direct threat to itself for the time being, and it had still more urgent problems to deal with, such as the Iranian nuclear issue. The ROK for its part was afraid that

war would destroy the fruits of several decades of construction. China and Russia believed that in developing nuclear weapons the DPRK was making an empty show of strength, and even if it was true, it would not pose a threat to them for the time being, and on the contrary, would be a card for checking the United States.

Circumstances, however, have now changed.

We should acknowledge a basic fact: The DPRK has always held the initiative in the DPRK nuclear issue, and the other countries have all been passively engaged.

The DPRK's announcement on 10 February 2005 that it possessed nuclear weapons made clear not only that it had made decisive progress in nuclear weapon development, but also that it had started to shift from "strategic defense" to "strategic offense" on the nuclear issue, that is, the phase-style task of gaining time to develop nuclear weapons had been completed, and the next phase-style task was to force the international community to recognize it as a nuclear state, and ensure that the appeasement tendencies of the countries concerned on the nuclear proliferation issue would completely turn into appeasement policy.

Gains and Losses Following the DPRK's Possession of Nuclear Weapons

In order to help analyze the gains and losses for the parties concerned in the long-unresolved DPRK nuclear issue, we will divide the affair into two levels, namely process (the sustained DPRK nuclear crisis) and results (the DPRK has become a nuclear state).

At the process level, apart from the DPRK, the biggest winner is Japan. For a long time now the Japanese right wing has tried to revise the peace constitution and get Japan to embark on an armed path again, but it has never fulfilled its desires due to opposition from the Japanese public. The DPRK's development of nuclear weapons and missile launches have tremendously changed the Japanese view of rearmament, and the majority of Japanese citizens believe that as Japan is threatened by the DPRK, it should strengthen its defense forces. Thus, against this background, Japan is

preparing to revise its constitution, and turn the Self-defense Force into a self-defense army. Japan has greatly increased military spending, under the pretext of guarding against a DPRK attack, and is cooperating with the United States in building a missile defense system, launching reconnaissance satellites, expanding its sea combat capability, framing a "preemptive strike" strategy, boosting the Japan-US alliance, and so on. Even worse, Japanese media reported on 22 May 2005 that if China continued to adopt an ambiguous policy on the DPRK nuclear issue, the United States would encourage Japan to become a nuclear state, to use "Japanese nukes" to counter "DPRK nukes," and would join with Taiwan region, Australia, the ROK, Japan, and a number of southeast Asian countries to form an "alliance structure."

At the process level, the United States has gained half and lost half. Its gains are, it can take advantage of the DPRK nuclear crisis to carry out military redeployment and strengthen its military presence in east Asia; it can curb ROK and Japanese centrifugal tendencies and strengthen the three-country alliance; it can seize the chance to sell arms and reap big economic returns; and it can further isolate and contain the DPRK, and so on. Its losses are, the DPRK's development of nuclear weapons has challenged the authority of the "Nuclear Nonproliferation Treaty," wrecked the existing nuclear order, and may also trigger a loss of control in nuclear proliferation, posing a threat to US hegemonist interests; this DPRK move has intensified the turmoil in east Asia, causing losses to US regional interests in many respects.

At the process level, due to the state of strategic rivalry between China on the one side and the United States and Japan on the other, the above US and Japanese gains are losses for China, while some of the US and Japanese losses, such as nuclear proliferation, and turmoil caused in east Asia, are also losses for China. Apart from that, since the DPRK's development of nuclear weapons does not accord with the interests of the whole of mankind, China as a responsible power must have an explicit attitude in this regard; and should it take an explicit attitude of opposing the DPRK, a change will occur in Sino-DPRK relations.

At the "results" level, everyone is a loser. Japan will be the number one target of the DPRK's nuclear weapons, and Japanese security will face its greatest threat since World War II.

US losses are also extremely obvious at the "results" level. Although the DPRK's nuclear weapons cannot pose a direct threat to the American homeland in the short term, Americans will be in a constant state of anxiety if the DPRK goes in for nuclear proliferation. Apart from that, the DPRK has successfully "crashed the barrier" in nuclear proliferation and this is bound to have an example effect; a number of countries with nuclear ambitions will follow in its footsteps, and the existing international law setup and order will be seriously damaged; as the "power holder" in the present international order, the United States will suffer serious loss of authority and powers.

China is also facing challenges at the "results" level. First of all, the nuclear order is broken, and a serious nuclear proliferation situation is forming. Apart from that, DPRK possession of nuclear weapons may lead to Japan, the ROK, and even Taiwan embarking on the nuclear road, and if that happens, China's peripheral environment will deteriorate in unprecedented fashion. The situation of Sino-DPRK relations will be still more difficult.

Some Points for Consideration

Facing the situation today, if we want to find a good way of resolving the problem, it is essential to first get a clear idea on the following issues:

Power: In the triangular Sino-DPRK-US relationship, the Sino-US relationship is of dual nature, that is, they are both strategic rivals and also cooperation partners on many issues; in addition, the common interests of the two sides increase as China develops. It is extremely harmful to simply regard the United States as the chief enemy and persist in "supporting whatever the enemy opposes." The fatalistic theory that holds that China's rise is bound to lead to Sino-US war is wrong. There cannot be head-on conflict between nuclear powers, because both sides have the means to wipe each other out. Proof of this is the fact that there was no direct war

between the United States and the Soviet Union during their 50 years of vying for hegemony. The crux of the Sino-US contradictions and struggle is competition for "power," that is, there is competition on a global scale in development and influence, which is a "soft conflict"; the characteristics of this are, one falls as another rises, there are repeated advances and retreats, both sides have considerable room for maneuver, and victory or defeat is not determined at one time or by one event. Some of China's contradictions with its peripheral states, such as territory, borders, and territorial waters are conflicts of interest with practical content, and are limited and specific, but there is very little room for maneuver, and one advance or retreat is perpetual in nature; since these contradictions and disputes are sharp and extremely difficult to mediate, they always lead to armed conflict. The several wars in the 50 and more years since the founding of the country (Sino-Indian, Sino-Soviet, and Sino-Vietnamese) were all fought on our periphery. Hence, the idea of making use of the DPRK's nuclear weapons to check the United States is extremely dangerous.

Reason: No matter how many reasons the DPRK holds, its action in building nuclear weapons in defiance of world opinion is a challenge to international law and the common interests of mankind. No matter what the original US intention, it is actually playing the role of international policeman in the DPRK nuclear issue. Although this is a bad policeman with misdeeds and a criminal record, it is "carrying out its public duties" in blocking the DPRK's nuclear weapons development, and should be endorsed and supported.

Tactic: The Chinese have always had a tradition of sympathizing with the weak. However, the laws of international politics always set national interests first. Hence, speaking rationally, China should support the United States in blocking DPRK possession of nuclear weapons; from the tactical angle, China should decide on its bearing after examining the situation according to reason.

Strategy:

-- We should have a clear understanding of the essence of the DPRK nuclear issue; in future the starting and end points of all

our policies should be aimed at rapidly achieving a nuclear-free Korean Peninsula.
-- Reexamine a number of previous notions, such as "the DPRK nuclear issue is a matter between the DPRK and the United States," "the DPRK's development of nuclear weapons is based on its anti-US struggle strategy," and so on.

-- The six-party talks are a good way of resolving the DPRK nuclear issue, but it is being excessively dependent to pin all hopes of resolving the issue on the six-party talks, and the results can only be the opposite of what is desired.

-- Given that the DPRK has carried out a nuclear test, infringing the bottom line of our policy, we should take the opportunity to readjust our DPRK policy, and change ally relations into normal relations between states.

-- The international community should react strongly to the DPRK nuclear test, and the UN Security Council must take action. As a responsible power, and for its own national interests, China should maintain a high degree of unity with the international community in ideas and action, and support Security Council resolutions.

10. Shinzo Abe, un Premier ministre protaïwanais ?

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel d'après :

- Chang Mao-lin, « Abe prend le pouvoir, une chance pour les relations nippo-taïwanaises », Ziyou Shibao (Liberty Times), 20 septembre 2006, p. 6

- Chiu Jing-wen, « Abe apprécie Taïwan : l'évolution des relations nippo-taïwanaises fait naître des attentes », Ziyou Shibao, 21 septembre 2006, édition électronique

- Wang Ping-yu, « La coopération stratégique nippo-taïwanaise peut être encore améliorée », Ziyou Shibao, 21 septembre 2006, édition électronique

- Huang Shi-zhuo, « Les relations nippo-taïwanaises à l'époque d'Abe », Ziyou Shibao, 22 septembre 2006, édition électronique

Le nouveau Premier ministre japonais mènera-t-il une politique extérieure plus favorable à Taïwan ? Le *Ziyou Shibao*, très marqué dans sa position pro-indépendantiste, répond par l'affirmative à cette question importante pour les équilibres régionaux en Asie orientale. On peut relever dans les articles retenus deux arguments majeurs pour étayer cette affirmation. Tout d'abord, l'argument de « l'affectivité », selon lequel Abe Shinzo est protaïwanais par éducation, et qu'il a déjà développé, ainsi que ses proches, de solides réseaux d'amitié avec de nombreux politiciens taïwanais. Deuxièmement, un argument stratégique, selon lequel les conservateurs japonais auraient intérêt à s'opposer à l'unification des deux rives. Ces articles n'évoquent pas le fait que la volonté affichée par Abe – jusqu'à présent – d'améliorer ses relations avec la Chine pourrait avoir un coût pour Taïwan, en empêchant le nouveau Premier ministre d'adopter certaines mesures ou d'encourager des échanges trop visibles avec l'île.

Les articles du *Ziyou Shibao* recensent les éléments tendant à prouver la sensibilité protaïwanaise du nouveau Premier ministre. Ils rappellent que lorsqu'il était vice-secrétaire général du cabinet de Yoshirô Mori (2000-2001), Abe avait personnellement géré l'affaire du visa accordé le 22 avril 2001 à l'ex-président pro-indépendantiste taïwanais,

Lee Teng-hui, malgré les protestations chinoises²⁴. Ils relèvent une phrase consacrée à Taïwan dans le chapitre sur la politique extérieure de son livre de campagne, *Vers un pays splendide* : « Il est nécessaire d'intégrer Taïwan dans notre champ de vision. » Ils insistent sur le fait que l'épouse d'Abe a déclaré adorer le groupe de musique pop taïwanais F4, sans relever que c'est plutôt son intérêt pour certaines séries télévisées coréennes qui a fait parler d'elle dans la presse internationale.

Sur le plan de ses réseaux personnels, Abe est proche de plusieurs personnalités conservatrices connues pour être protaïwanaises : le maire de Tokyo Ishihara Shintarô, personnage clé des relations politiques nippo-taïwanaises, son fils Ishihara Nobuteru, candidat possible à la succession d'Abe et impliqué aussi dans les relations bilatérales, et Sakurai Yoshiko, une commentatrice politique et présentatrice de télévision, qui préconise le passage par la Diète d'un Taïwan Relations Act sur le modèle américain et estime que l'unification de Taïwan avec la Chine serait un cauchemar pour le Japon²⁵.

D'autre part, la préférence d'Abe dans le monde politique taïwanais irait clairement aux leaders du mouvement indépendantiste, à savoir Lee Teng-hui et Chen Shui-bian. Selon le quotidien taïwanais, ces deux derniers auraient identifié Abe comme un allié de premier ordre en vue de faciliter le développement des relations nippo-taïwanaises. Au pouvoir, Lee Teng-hui, attiré par le pedigree familial de l'actuel Premier ministre, aurait développé des efforts particuliers pour le rallier à la cause taïwanaise. Pour l'ancien chef d'État, connu autant pour sa nippophilie que pour sa nippophonie, le petit fils de Nobusuke Kishi, très anticommuniste, et le petit neveu de Eisaku Sato, dernier Premier ministre japonais à avoir visité Taïwan, seraient génétiquement protaïwanais. Un épisode révèle selon le

²⁴ Le visa lui a été accordé pour raisons médicales, comme le second, qu'il a obtenu le 22 décembre 2004.

²⁵ Pour ses positions sur Taïwan, voir son blog (en japonais) : <http://blog.yoshiko-sakurai.jp/archives/profile/message/cat43/> Le passage par le Japon d'un Taïwan Relations Act est un objectif avoué de la diplomatie taïwanaise envers Tokyo.

Ziyou Shibao les affinités politiques d'Abe : après la visite de Ma Ying-jeou au Japon en juin 2006, le quotidien d'opposition *Zhongguo Shibao* avait révélé à tort que le président du Kuomintang s'était entretenu avec Shinzo Abe, et que ce dernier avait ouvertement critiqué Lee Teng-hui en sa présence. Abe a par la suite fait savoir qu'il n'avait pas rencontré Ma Ying-jeou, et qu'il éprouvait au contraire un profond respect pour Lee Teng-hui.

Après sa victoire lors des présidentielles de 2000, Chen Shui-bian a poursuivi ses efforts pour renforcer l'amitié d'Abe envers Taïwan. Il s'est appuyé pour cela sur Chiu I-ren, secrétaire général du conseil pour la Sécurité nationale, agissant avec le « groupe de travail sur le Japon » (日本工作小組) du conseil. Ce groupe a mis en œuvre avec ses interlocuteurs japonais un véritable échange au niveau des hauts responsables des deux gouvernements, destiné à renforcer « l'alliance » géopolitique nippo-taïwanaise, avec la participation bienveillante de Mori, chef de la faction conservatrice du PLD dont est issu Abe. Chen Shui-bian a même déclaré publiquement lors d'une conférence de presse qu'il attendait beaucoup de l'arrivée au pouvoir d'Abe, une prise de position étonnante avant l'élection interne du PLD.

Dans ces conditions, Huang Shi-zhuo estime que Taïwan doit saisir l'opportunité présentée par le nouveau gouvernement Abe, en fondant son analyse sur ses interactions personnelles avec des politiciens japonais protaïwanais. Huang, un député du Taïwan Solidarity Union, le parti indépendantiste fondamentaliste dont le père spirituel est Lee Teng-hui, vient de rencontrer au Japon, à l'occasion de la deuxième édition du forum nippo-taïwanais sur l'avenir de l'Asie-Pacifique (台日亞太未來交流論壇), les sénateurs PLD Hagiuda Kōichi²⁶ et Kenichi Mizuno, ce dernier ayant été vice-ministre en charge des questions politiques au ministère des Affaires étrangères. Kenichi

²⁶ Il est présenté par la presse taïwanaise comme l'un des principaux artisans de la mesure dispensant les Taïwanais de visa de tourisme pour se rendre au Japon, adoptée le 5 août 2005. L'un des quatre parlementaires les plus proches de Shinzo Abe, âgé de 42 ans, il est considéré comme l'un des représentants du néoconservatisme japonais.

Mizuno a démissionné en août 2002 du Gaimushō après que le ministre des Affaires étrangères Kawaguchi l'eut empêché de visiter Taïwan en sa qualité de vice-ministre²⁷, à l'occasion du trentième anniversaire de la rupture des relations diplomatiques entre le Japon et la République de Chine²⁸. Selon lui, les représentants de l'aile conservatrice du PLD sont très inquiets devant la déferlante anti-Chen Shui-bian à Taïwan. Ils auraient relevé avec malaise que les manifestants contre le chef de l'État étaient habillés de rouge, brisant un tabou politique à Taïwan et suggérant que la Chine s'ingère dans les affaires intérieures taïwanaises. Huang Shi-zhuo reprend l'argumentaire classique des indépendantistes taïwanais : l'avenir de Taïwan est une question stratégique cruciale pour le Japon, dont les approvisionnements en énergie et une partie du commerce extérieur passent par le détroit de Formose. Si Taïwan tombe en 2008 aux mains des partis « prochinois » (le Kuomintang et le People's First Party), Taïwan coupera progressivement ses liens avec le mécanisme de sécurité collective qu'est devenu le Traité de sécurité nippo-américain, pour rentrer dans la sphère d'influence stratégique d'une Chine communiste autoritaire. Ce choix stratégique reviendra à faire de Taïwan l'ennemi des Américains et des Japonais, déterminés à promouvoir la démocratie libérale et les droits de l'homme en Asie orientale. Selon Huang Shi-zhuo, les conservateurs japonais partagent cette analyse et encouragent donc tacitement le camp vert à Taïwan...

Les relations nippo-taïwanaises seraient aujourd'hui les meilleures depuis la rupture diplomatique de 1972, et, selon le *Ziyou Shibao*, sous Abe plus encore que sous Koizumi, elles présenteraient un important potentiel de croissance. Il est intéressant de noter que deux cadors du Kuomintang, Wang Jin-ping (président du

²⁷ Le ministère des Affaires étrangères japonais interdit aux officiels de rang supérieur et égal à celui de « chef de sous-direction » (課長) de se rendre à Taïwan. Cependant, d'après un article du *Lienhebao*, cette règle a volé en éclats avec la visite de trois jours à Taïwan, en août 2006, du vice-ministre de l'Agriculture, M. Miyakoshi, visite d'abord secrète mais révélée par la presse japonaise à la mi-septembre. Voir *Lienhebao*, 20 septembre 2006.

²⁸ *Ziyou Shibao*, 22 août 2002.

Yuan Législatif) et Chiang Bin-kun (vice-président du KMT et député) se sont tous deux estimés optimistes quant à l'évolution de ces relations bilatérales après l'élection d'Abe. Selon Chiang, elle aura une influence positive, même si lente et souterraine, sur les relations nippon-taïwanaises. Sous Koizumi, Tokyo et Taipei ont intensifié leurs interactions en matière de sécurité militaire²⁹. Abe pourrait-il poursuivre cette voie et concilier une politique de soutien de plus en plus marquée à Taïwan avec sa volonté apparente d'améliorer les relations politiques sino-japonaises?

11. Essai nucléaire nord-coréen : le point de vue d'un officiel du DPP

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel, d'après :
- Lai I-chung, « L'essai nucléaire nord-coréen, un cauchemar pour la Chine », *Zhongguo Shibao*, 10 octobre 2006, édition électronique.

Lai I-chung, directeur du bureau des affaires chinoises du Parti démocrate progressiste (DPP), livre dans le *Zhongguo Shibao* son analyse de l'essai nucléaire nord-coréen. Ce texte n'est toutefois pas signé en sa qualité de cadre du DPP, mais en celle de conseiller du *think-tank* pro-indépendantiste *Taiwan Think-Tank*. La thèse principale de Lai est que l'essai nucléaire de Pyongyang signifie l'échec de la stratégie chinoise en Asie du Nord-Est. Selon lui, le test réduit à néant les efforts de Pékin pour mettre en œuvre une politique régionale qui « n'attache pas au fond de la casserole » (不沾鍋). Cette expression inspirée du qualificatif américain de « *Teflon politician* », et souvent utilisée par les opposants de Ma Ying-jeou pour décrire sa personnalité, signifie qu'un acteur politique se présente toujours sous son meilleur jour sur tous les sujets, en faisant semblant d'affronter les problèmes pour mieux en réalité les éviter, en se retranchant derrière des consensus mous

²⁹ Dernier signe en date de l'évolution de cette relation militaire plutôt discrète, le général Hu Chen-pu, commandant en chef des forces terrestres taïwanaises, a observé en août 2006 un exercice militaire de la composante terrestre des forces d'autodéfense. Il y a assisté en qualité de « touriste ». Voir le *Japan Times* du 26 août 2006.

et une attitude cordiale envers tout le monde.

Selon Lai, l'essai nord-coréen marque bien l'échec total de la formule des pourparlers à six. Mais le point intéressant de son analyse est que pour la Chine ces négociations n'ont jamais eu pour but de « résoudre » (解決) le problème du nucléaire nord-coréen. Il s'agissait plutôt d'un forum qui permettait d'une part à la Chine d'éviter que la question nord-coréenne ne vienne empoisonner les intérêts nationaux chinois et, d'autre part, de permettre à sa diplomatie de jouer un rôle central en Asie du Nord-Est. Ainsi, elle n'espérait des pourparlers à six que la formulation par les six parties de formules consensuelles, ayant en commun qu'elles n'allaient pas à l'encontre des intérêts chinois, et même qu'elles étaient destinées à y correspondre. Avec cet échec, la Chine se voit obligée d'accepter de traiter la question du nucléaire nord-coréen dans le cadre du Conseil de sécurité, malgré ses appels répétés – et vains – à un retour aux pourparlers à six.

Pour Lai, l'intelligence de Pyongyang a été de saisir un moment propice pour effectuer un test nucléaire permettant d'approfondir les contradictions bilatérales entre Pékin et trois de ses partenaires économiques très importants : les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. À Séoul, le comportement de Pyongyang provoquerait un inévitable rapprochement avec Washington, aux dépens de Pékin. À Tokyo, alors que le nouveau Premier ministre Shinzo Abe tente d'améliorer ses relations avec les dirigeants chinois, la crise nucléaire nord-coréenne complexifierait encore plus les relations nippon-chinoises en mettant en évidence leurs différences d'approche sur la sécurité régionale. D'autre part, elle ne manquerait pas de relever le profil du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU. Enfin, Washington serait conforté dans sa perception d'une Chine qui est bien loin d'avoir utilisé toutes ses cartouches pour empêcher la Corée du Nord de se doter de la bombe.

Par contre, et c'est presque surprenant venant de la plume d'un membre du DPP, Lai ne croit pas que Pékin ait recherché un marchandage stratégique entre la Corée du Nord et Taïwan dans ses relations avec Washington. En ce sens, il prend le

contre-pied d'une analyse récente du géopoliticien chinois Yan Xuetong³⁰. Au contraire, de son point de vue, l'essai nucléaire nord-coréen serait plutôt bénéfique à Taïwan. D'abord parce qu'il rapproche la Corée du Sud et le Japon des États-Unis. Ensuite, parce qu'il permet à Taïwan d'observer la réaction chinoise envers un État qui dépasse la « ligne rouge » fixée par Pékin, et qu'il offre aux dirigeants taïwanais un enseignement en matière de gestion de crise. Car la manière qu'auront Tokyo et Washington de gérer la crise nord-coréenne dans le cadre de leur alliance pourrait servir aux Taïwanais de référentiel dans leurs simulations d'un conflit dans le détroit de Taïwan... La Chine est donc mise à l'épreuve, aussi bien sur les limites qu'elle espère imposer au comportement international de ses voisins, que dans sa recherche d'une identité de « puissance responsable » dans le monde.

³⁰ Cf. « The nightmare comes to pass », *The Economist*, 14 octobre 2006, pp 25-26.

La presse de ce numéro

- ❑ *Caijing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *21 shiji jingji baodao*: diffusé à 380.000 ex. par le groupe Nanfang Ribao.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *Lianhebao*: Un des premiers quotidiens d'information à Taiwan d'obédience nationaliste, il appartient au puissant groupe de presse *United Daily News*.
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple): version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin)

- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Waijiao Pinglun* (*Foreign Affairs Review*): mensuel de l'institut de la diplomatie (China Foreign Affairs University)
- ❑ *Wen Wei Po*: Un des principaux quotidiens de Hong Kong, en langue chinoise, proche du Parti Communiste
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Xin Xinwen* (The Journalist): hebdomadaire de Taipei, en langue chinoise
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*): un des trois principaux journaux de l'île, d'affiliation politique ambiguë, plutôt nationaliste.

L'équipe

- ❑ **Editeurs :**
François Godement et Michal Meidan
- ❑ **Contributeurs réguliers :**
Michaïl Andrei, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman
- ❑ **Et aussi...**
Florence Biot, Camille Bondoïs, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Lili Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Candice Tran-Dai, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)
- ❑ **Remerciements :**
CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas